

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 4 AVRIL 2017 AU 2 JUILLET 2017

Dernière modification en vigueur le 4 avril 2017
Ce document a valeur officielle

chapitre I-14.01, r. 0.1

RÈGLEMENT 91-506 SUR LA DÉTERMINATION DES DÉRIVÉS

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175)

Interprétation

1. Dans le présent règlement, l'expression «membre du même groupe» s'entend au sens du paragraphe 3 de l'article 1 du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés et du Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale (chapitre I-14.01, r. 0.01).

A.M. 2013-21, a. 1; A. M. 2017-01, a. 1.

Champ d'application

1.1. Le présent règlement ne s'applique qu'aux fins de l'application du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1).

Dérivés visés

1.2. Le présent règlement s'applique aux dérivés qui ne sont pas négociés en bourse de même qu'aux dérivés négociés sur une plateforme de négociation de dérivés.

A.M. 2016-10, a. 1.

Dérivés exclus

2. Le présent règlement sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés ne s'applique pas au contrat ou à l'instrument qui remplit l'une des conditions suivantes:

a) il est régi par l'une ou l'autre des législations suivantes:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 4 AVRIL 2017 AU 2 JUILLET 2017

i) la législation du Canada ou d'un territoire du Canada en matière de jeu;

ii) la législation d'un territoire étranger en matière de jeu, si les conditions suivantes sont réunies:

A) il a été conclu à l'extérieur du Canada;

B) il ne contrevient pas à la législation du Canada ou du Québec;

C) il serait régi par la législation du Canada ou du Québec en matière de jeu s'il avait été conclu au Québec;

b) il s'agit d'un contrat d'assurance ou de rente conclu à l'extérieur du Canada avec un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la législation d'un territoire étranger en matière d'assurance et qui serait régi comme un produit d'assurance en vertu de la législation du Canada ou du Québec en la matière s'il avait été conclu au Québec;

c) il s'agit d'un contrat ou d'un instrument d'achat ou de vente de monnaie qui remplit les conditions suivantes:

i) sauf lorsque la livraison est rendue, en totalité ou en partie, impossible ou déraisonnable sur le plan commercial en raison d'un événement raisonnablement indépendant de la volonté des parties, des membres du même groupe ou de leurs mandataires, il est réglé par la livraison de la monnaie sur laquelle il porte dans l'un des délais suivants :

A) 2 jours ouvrables;

B) plus de 2 jours ouvrables, à la condition qu'il ait été conclu simultanément avec une opération reliée sur un titre et qu'il prévoie le règlement au plus tard à la date limite du règlement de cette opération;

ii) les contreparties ont l'intention, au moment de l'exécution de l'opération, de le régler par la livraison de la monnaie sur laquelle il porte dans les délais prévus au sous-paragraphe i;

iii) il ne peut pas être reconduit;

d) il s'agit d'un contrat ou d'un instrument qui prévoit la livraison d'une marchandise autre que de la trésorerie ou une monnaie et qui remplit les conditions suivantes:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 4 AVRIL 2017 AU 2 JUILLET 2017

i) les contreparties ont l'intention, au moment de l'exécution de l'opération, de le régler par la livraison de la marchandise;

ii) il ne permet pas de remplacer le règlement au moyen de la livraison par un règlement en espèces, sauf lorsque la livraison est rendue, en totalité ou en partie, impossible ou déraisonnable sur le plan commercial en raison d'un événement qui est raisonnablement indépendant de la volonté des contreparties, des membres du même groupe ou de leurs mandataires.

A.M. 2013-21, a. 2; A.M. 2016-10, a. 2.

Disposition finale

3. Le présent règlement entre en vigueur le 31 décembre 2013.

A.M. 2013-21, a.3.

Décision 2013-PDG-0191, 2013-11-13
Bulletin de l'Autorité: 2013-12-19, Vol. 10, n° 50
A.M. 2013-21, 2013 G.O. 2, 5581

Modifications

Décision 2016-PDG-0073, 2016-05-18
Bulletin de l'Autorité : 2016-06-23, Vol. 13, n° 25
A.M. 2016-10, 2016 G.O.2, 2998

Décision 2017-PDG-0032, 2017-03-15
Bulletin de l'Autorité : 2017-03-30, Vol. 14, n° 12
A.M. 2017-01, 2017 G.O. 2, 913